



Assemblée générale

Distr. générale
27 février 2006
Français
Original : anglais

Soixantième session

Point 129 de l'ordre du jour

Gestion des ressources humaines

Recrutement du personnel des missions, y compris le recours aux engagements au titre de la série 300 et de la série 100 du Règlement du personnel

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport répond à la résolution 59/296 de l'Assemblée générale, à la section VIII de laquelle le Secrétaire général était prié d'établir un rapport sur le rengagement des membres du personnel des missions engagés pour une durée limitée au titre de la série 300 et ayant atteint le plafond de quatre ans au 30 juin 2006, afin que l'Assemblée puisse les examiner et se prononcer sur la suite à donner à la reprise de sa soixantième session.



I. Introduction

1. Dans sa résolution 58/296, l'Assemblée générale a décidé de suspendre jusqu'au 31 décembre 2004 l'application du plafond de quatre ans fixé pour les engagements de durée limitée au titre de la série 300 du Règlement du personnel dans les opérations de maintien de la paix, et a prié le Secrétaire général de lui présenter un rapport d'ensemble sur l'utilisation de contrats de la série 300 pour satisfaire les besoins actuels et futurs des missions de maintien de la paix en matière de ressources humaines. Dans son « Rapport d'ensemble sur le recrutement du personnel des missions, y compris le recours aux engagements au titre de la série 100 et de la série 300 du Règlement du personnel¹ », le Secrétaire général a exposé le contexte international dans lequel se déroulaient les opérations de l'ONU et l'évolution de la conception que les États Membres et les organes délibérants se faisaient du maintien de la paix. Il a proposé des mesures tendant à renforcer la gestion des ressources humaines dans ce domaine et à faciliter l'adaptation à l'évolution des circonstances et des exigences opérationnelles, et a demandé à l'Assemblée d'approuver le recrutement au titre de la série 100 de personnes affectées à des missions sur le terrain pour des périodes de six mois ou plus lorsqu'elles assument des fonctions dont la nécessité est continue.

2. Ayant pris connaissance du rapport du Secrétaire général, l'Assemblée a décidé à la section X de sa résolution 59/266 de continuer à suspendre jusqu'au 30 juin 2005 l'application du plafond de quatre ans fixé pour les engagements de durée limitée au titre de la série 300 du Règlement du personnel dans les opérations de maintien de la paix. Elle a également autorisé le Secrétaire général à rengager au titre de la série 100 du Règlement du personnel des membres du personnel affectés à une mission qui bénéficiaient d'un engagement régi par les dispositions de la série 300 et ayant atteint le plafond de quatre ans au 31 décembre 2004, en attendant la décision qu'elle prendrait sur la question, à condition que les fonctions exercées par les intéressés aient été évaluées et jugées indispensables et que les résultats des intéressés aient été jugés pleinement conformes à ceux attendus. Elle a en outre prié le Secrétaire général de lui rendre compte du rengagement des membres du personnel passant de la série 300 à la série 100 après avoir atteint le plafond de quatre ans au 31 décembre 2004 ou après, et de lui indiquer les fonctions pour lesquelles il serait souhaitable de procéder à un rengagement au titre de la série 100.

3. Dans son rapport A/59/762, le Secrétaire général a fourni les informations demandées sur les rengagements avec passage du régime de la série 300 à celui de la série 100 de membres du personnel affectés à des missions ayant atteint le plafond de quatre ans fixé pour un engagement au titre de la série 300. Il y est proposé de recourir à des contrats relevant de la série 100 pour les membres du personnel assumant des fonctions indispensables de façon continue, et de continuer de recourir à des contrats relevant de la série 300 pour les membres du personnel assumant à court terme des fonctions durant moins d'un an. En attendant que l'Assemblée générale examine cette proposition, le Secrétariat a demandé à poursuivre la pratique consistant, en procédant cas par cas, à rengager le personnel employé au titre de contrats de la série 100 ayant atteint le plafond par un contrat de durée limitée relevant de la série 300, sous réserve qu'ils remplissent les conditions fixées par la résolution 59/266.

¹ A/59/291.

4. Ayant pris connaissance du rapport au Secrétaire général susmentionné à la section VIII de sa résolution 59/296, l'Assemblée générale a décidé de proroger jusqu'au 30 juin 2006 sa décision de suspendre l'application du plafond de quatre ans fixé pour les engagements de durée limitée régis par la série 300 du Règlement du personnel dans les opérations de maintien de la paix. Elle a à nouveau demandé au Secrétaire général de lui soumettre des propositions concernant les fonctions jugées indispensables dans les opérations de paix. Dans la même section de la résolution, elle a autorisé le Secrétaire général à rengager au titre de la série 100 du Règlement du personnel les membres du personnel affectés à une mission qui bénéficiaient d'un engagement régi par les dispositions de la série 300 et qui auraient atteint le plafond de quatre ans au 30 juin 2006, à condition que les fonctions exercées par les intéressés aient été évaluées et jugées indispensables et que les résultats des intéressés aient été jugés entièrement satisfaisants. Elle l'a en outre prié de lui présenter un rapport sur la question à la deuxième partie de la reprise de sa soixantième session.

5. Le présent rapport fournit les informations demandées sur les rengagements avec passage au régime de la série 100 de membres du personnel affectés à des missions ayant atteint au 30 juin 2006 le plafond de quatre ans pour un engagement au titre de la série 300. Le rapport doit être lu dans le contexte de l'initiative de réforme de la gestion prise par le Secrétaire général pour rationaliser les dispositions contractuelles conclues par les Nations Unies, par l'adoption d'un type unique d'engagement pour tous les personnels de l'Organisation, y compris le personnel des missions, en vertu d'un ensemble unique d'articles du Règlement du personnel, qui serait très semblable aux règles qui régissent les engagements au titre de la série 100. Les propositions concernant les fonctions jugées indispensables dans les opérations de paix sont consignées dans le rapport du Secrétaire général sur la réforme de la catégorie du service mobile dont l'Assemblée générale sera saisie à sa soixantième session.

II. Rengagement de membres du personnel avec passage du régime de la série 300 à celui de la série 100

6. Au 30 juin 2006, on comptera au total 482 fonctionnaires internationaux ayant atteint ou dépassé le plafond de quatre ans prévu pour un engagement de durée limitée relevant de la série 300. Il est envisagé de les rengager au titre d'un contrat relevant de la série 100 en respectant les conditions fixées au paragraphe 16 de la section VIII de la résolution 59/296 de l'Assemblée générale : leurs fonctions doivent avoir été « évaluées et jugées indispensables » et leurs résultats « jugés pleinement conformes à ceux attendus ».

7. L'évaluation à laquelle il a été procédé a amené à conclure que 403 des 482 fonctionnaires qui auront atteint au 30 juin 2006 la limite de quatre ans prévue pour les engagements en vertu de la série 300 remplissent bien les critères de rengagement avec passage de la série 300 à la série 100 énoncés dans la résolution 59/296. L'examen du rengagement de 58 autres fonctionnaires est en cours. Pour 21 fonctionnaires le rengagement au titre de la série 100 n'a pas été recommandé car ils ne remplissent pas ces critères de ce rengagement. Sur ces 21 fonctionnaires, 5 ne remplissaient pas ces critères en raison de la réduction prévue des effectifs de la mission ou de son achèvement. Ces cinq fonctionnaires restent employés en vertu

d'un contrat régi par la série 300. Deux fonctionnaires qui auront atteint l'âge de la retraite au 30 juin 2006 ne remplissent pas les critères de rengagement car il n'est pas prévu de proroger leur engagement. Deux fonctionnaires n'ont pas été rengagés, leur comportement professionnel n'étant pas considéré comme pleinement satisfaisant. Quatre fonctionnaires ont dû quitter l'Organisation pour des raisons disciplinaires. Le rengagement de deux fonctionnaires n'a pas été recommandé, leur fonction n'étant plus jugée indispensable. Deux fonctionnaires ont démissionné de l'Organisation et quatre ne souhaitent pas voir leur contrat renouvelé après expiration.

8. On trouvera au tableau 1 de l'annexe au présent rapport le détail du personnel qui répond aux conditions de rengagement avec passage de la série 300 à la série 100. Le tableau 2 présente une ventilation de ce même personnel par fonction. Le rengagement au titre de la série 100 de ces fonctionnaires continue à être subordonné à la condition que l'engagement est limité à une mission précise.

III. Dispositions contractuelles proposées

9. Le rapport d'ensemble sur le recrutement du personnel des missions, notamment l'utilisation d'engagements en vertu des séries 300 et 100 (A/59/291), et le rapport de suivi sur le rengagement de membres du personnel avec passage du régime de la série 300 à celui de la série 100 (A/59/762), décrivaient la croissance des opérations de paix et les difficultés soulevées par la nécessité de trouver du personnel qualifié compétent et expérimenté pour gérer des opérations qui sont par nature complexes et multidimensionnelles. Ces rapports soulignaient aussi qu'il fallait harmoniser les conditions d'emploi du personnel de service mobile, notamment par une harmonisation des dispositions contractuelles afin de permettre à l'Organisation d'attirer, de recruter et de conserver du personnel qualifié dans les missions.

10. Au cours de l'année écoulée, la demande de maintien de la paix a continué d'augmenter. À la fin de 2005, le personnel des missions de paix représentait plus de la moitié du personnel total du Secrétariat à l'échelle mondiale, et pourtant près de 45 % des membres du personnel international des missions continuaient à être régis par des engagements de durée limitée, alors qu'ils étaient employés dans des lieux d'affectation difficiles et souvent dangereux, les conditions d'emploi étant souvent inférieures. La notion d'engagement de durée limitée ne répond plus aux besoins des opérations de paix. Elle revient à ne pas reconnaître que si les opérations de paix peuvent, individuellement, être de durée limitée, le maintien de la paix en lui-même est une fonction essentielle de l'Organisation qui exige du personnel stable et compétent capable d'assumer les mandats de maintien de la paix confiés aux Nations Unies. L'engagement de durée limitée n'offre pas de rémunération compétitive non plus que de sécurité d'emploi et ne permet pas d'attirer et de conserver les spécialistes, les dirigeants et les administrateurs qualifiés nécessaires pour mener à bien de grandes missions à caractère multidimensionnel; ce type d'engagement ne permet pas non plus à l'Organisation de développer pleinement les talents du personnel des missions et donc d'en tirer durablement parti.

11. Les initiatives de réformes du Secrétaire général sur la rationalisation des dispositions contractuelles régissant l'emploi des membres du personnel de l'Organisation dans son ensemble s'appliqueraient ainsi aux membres du personnel

des opérations de paix et seraient un moyen de répondre à ces préoccupations. Dans l'attente de l'examen par l'Assemblée générale des initiatives de réformes de gestion formulées par le Secrétaire général, le Département des opérations de maintien de la paix propose d'utiliser la série 100 pour les engagements de membres de personnel des missions remplissant des fonctions indispensables pour une période d'un an ou plus.

IV. Conclusion

12. Le rapport du Groupe de travail de haut niveau sur les opérations de paix des Nations Unies (voir A/55/305-S/2000/809) soulignait la nécessité de reconnaître le maintien de la paix comme une fonction essentielle des Nations Unies. Pour mieux répondre aux besoins de personnel des opérations de paix, l'Organisation a besoin de systèmes de gestion des ressources humaines et de dispositions contractuelles susceptibles d'attirer et de conserver du personnel de terrain expérimenté et qualifié. **Dans l'attente de l'examen par l'Assemblée générale des propositions du Secrétaire général tendant à harmoniser et à rationaliser les dispositions contractuelles aux Nations Unies, le Secrétaire général demande que l'Assemblée générale l'autorise à recourir à des contrats de la série 100 pour le personnel des missions d'un an ou plus pour remplir les fonctions qui sont durablement indispensables. Si l'Assemblée ne parvenait pas à une décision sur les dispositions contractuelles s'appliquant au personnel des missions avant le 30 juin 2006, le Secrétariat demanderait à être autorisé à poursuivre la pratique consistant à rengager, au cas par cas, des membres du personnel dont l'emploi est régi par la série 100. Cet examen serait mené sur la base de critères énoncés à la section VIII de la résolution 59/296.**

Annexe

Tableau 1
**Personnel engagé au titre de la série 300 susceptible d'être rengagé
au titre de la série 100**

| <i>Mission^a</i> | <i>Personnel rengagé avec passage de la série 300 à la série 100</i> | | | <i>Personnel rengagé sans passage de la série 300 à la série 100</i> | | | Total |
|--------------------------------------|--|---------------------------|--------------------------|--|---------------------------|--------------------------|--------------|
| | <i>Administrateurs</i> | <i>Service mobile</i> | Total partiel | <i>Administrateurs</i> | <i>Service mobile</i> | Total partiel | |
| BONUCA | 1 | 1 | 2 | 1 | 1 | 2 | 4 |
| MANUA | 3 | 4 | 7 | 1 | 1 | 2 | 9 |
| MANUI | – | 1 | 1 | – | 2 | 2 | 3 |
| MINUEE | 7 | 12 | 19 | 2 | 12 | 14 | 33 |
| MINUK | 71 | 82 | 153 | 17 | 12 | 29 | 182 |
| MINUL | 9 | 9 | 18 | 3 | 5 | 8 | 26 |
| MINURSO | 1 | 9 | 10 | – | 1 | 1 | 11 |
| MINUS | 4 | 19 | 23 | – | – | – | 23 |
| MINUSIL | 2 | 1 | 3 | 2 | 3 | 5 | 8 |
| MINUSTAH | 10 | 16 | 26 | – | 1 | 1 | 27 |
| MONUC | 40 | 65 | 105 | 7 | 5 | 12 | 117 |
| MONUG | 1 | 2 | 3 | – | – | – | 3 |
| ONUB | 6 | 5 | 11 | 1 | 1 | 2 | 13 |
| ONUCI | 7 | 14 | 21 | 1 | – | 1 | 22 |
| RS du SG – Région des Grands Lacs | 1 | – | 1 | – | – | – | 1 |
| Total | 163 | 240 | 403 | 35 | 44 | 79 | 482 |

^a Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine (BONUCA), Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI), Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (MINUEE), Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL), Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), Mission des Nations Unies au Soudan (MINUS), Mission des Nations Unies en Sierra Leone (MINUSIL), Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC), Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG), Opération des Nations Unies au Burundi (ONUB), Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général – Région des Grands Lacs (RS du SG).

Tableau 2
**Personnel rengagé avec passage de la série 300 à la série 100,
 par fonction et par mission^a**

| | BONUCA | MANUA | MANUI | MINUEE | MINUK | MINUL | MINURSO | MINUS | MINUSIL | MINUSTAH | MONUC | MONUG | ONUB | ONUCI | RS du SG | Total |
|--|----------|----------|----------|-----------|------------|-----------|-----------|-----------|----------|-----------|------------|----------|-----------|-----------|----------|------------|
| Total | 2 | 7 | 1 | 19 | 153 | 18 | 10 | 23 | 3 | 26 | 105 | 3 | 11 | 21 | 1 | 403 |
| Assistant d'administration | - | 1 | - | - | 26 | 2 | - | 3 | - | - | 7 | - | 2 | 1 | - | 42 |
| Fonctionnaire d'administration | - | - | - | - | 2 | - | - | - | 1 | 1 | 5 | - | - | - | - | 9 |
| Administrateur | - | - | - | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Conseiller | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | 1 |
| Assistant, opérations aériennes | - | - | - | 1 | - | 1 | - | 1 | - | - | 1 | - | - | - | - | 4 |
| Spécialiste des opérations aériennes | - | - | - | 1 | - | - | - | 1 | - | - | 5 | - | - | 1 | - | 8 |
| Administrateur adjoint | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Assistant (budget) | - | - | - | - | 1 | - | - | 1 | - | - | - | - | - | - | - | 2 |
| Fonctionnaire du budget | - | - | - | - | 3 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 3 |
| Assistant (services des bâtiments) | - | - | - | - | 2 | - | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | 3 |
| Chef du Service du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | - | 1 |
| Chef de service financier | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Chef d'unité | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Chef du service des fournitures | - | - | - | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Chef des opérations aériennes | - | - | - | - | 1 | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 2 |
| Chef du groupe des carburants | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | 1 |
| Chef des services d'appui intégrés | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 | - | - | 1 |
| Chef du Groupe des fournitures | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Spécialiste des affaires civiles | - | - | - | - | 30 | 1 | - | - | - | 3 | 2 | - | - | 1 | - | 37 |
| Assistant chargé des réclamations | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | 1 |
| Fonctionnaire chargé des réclamations | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 | - | - | 1 | - | 2 |
| Spécialiste des communications | - | - | - | - | - | - | 1 | 1 | - | - | 2 | - | - | - | - | 4 |
| Commis aux communications | - | - | - | - | - | - | 1 | - | - | - | 1 | - | - | - | - | 2 |
| Technicien des communications | - | - | - | - | - | - | - | 1 | - | - | 1 | - | - | 1 | - | 3 |
| Assistant (systèmes informatiques) | - | - | - | - | 1 | - | 1 | - | - | - | 7 | - | - | - | - | 9 |
| Informaticien | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | 2 |
| Aide-informaticien | - | - | - | - | 2 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 2 |
| Assistant à la gestion des contrats | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 2 | - | - | - | - | 2 |
| Fonctionnaire judiciaire | - | - | - | - | 2 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 2 |
| Directeur adjoint | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Distributeur | - | - | - | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Assistant (traitement électronique des données) | - | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 |

| | BONUCA | MANUA | MANUI | MINUEE | MINUK | MINUL | MINURSO | MINUS | MINUSIL | MINUSTAH | MONUC | MONUG | ONUB | ONUCI | RS du SG | Total |
|--|--------|-------|-------|--------|-------|-------|---------|-------|---------|----------|-------|-------|------|-------|----------|-------|
| Ingénieur | - | - | - | - | 3 | - | - | - | - | 1 | 4 | 1 | 1 | - | - | 10 |
| Aide mécanicien | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | 2 | 1 | - | - | - | - | 4 |
| Expert | - | - | - | - | 2 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 2 |
| Assistant hors siège | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | 1 |
| Assistant financier | - | - | - | 1 | 1 | - | 1 | 1 | - | - | 1 | - | - | 2 | - | 7 |
| Fonctionnaire des finances | - | - | - | - | 1 | 1 | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | 3 |
| Agent de prévention des incendies | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Assistant (services généraux) | - | - | - | - | 1 | - | - | 1 | - | - | - | - | - | - | - | 2 |
| Fonctionnaire des services généraux | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 | - | - | 1 |
| Mécanicien de groupe électrogène | - | - | - | 2 | - | - | 2 | - | 1 | - | 2 | - | - | - | - | 7 |
| Spécialiste du service du système d'information géographique | - | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Chef du Bureau | - | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Chef du service de la réforme du secteur de la sécurité | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 | - | - | 1 |
| Assistant (ressources humaines) | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Spécialiste des droits de l'homme | - | - | - | - | - | - | - | 1 | - | 2 | 3 | - | 1 | - | - | 7 |
| Spécialiste des affaires humanitaires | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | 1 |
| Assistant (information) | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Fonctionnaire de l'information | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | 2 |
| Assistant informaticien | - | - | - | 1 | 1 | - | - | - | - | 2 | 5 | - | - | - | - | 9 |
| Informaticien | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | 2 |
| Interprète | - | - | - | - | 17 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 17 |
| Enquêteur | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | - | 1 |
| Spécialistes des affaires judiciaires | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Juriste | - | 1 | - | - | 4 | 1 | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | 7 |
| Officier de liaison | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Assistant (soutien logistique) | - | - | - | - | 1 | 1 | - | - | - | 1 | 5 | - | - | - | - | 8 |
| Spécialiste du soutien logistique | - | - | - | - | 1 | 1 | - | 1 | - | - | 1 | - | - | 1 | - | 5 |
| Administrateur | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Médecin | - | - | - | 1 | - | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | - | 2 |
| Assistant au contrôle des mouvements | - | - | - | 1 | 1 | - | 1 | 1 | - | - | 2 | - | - | 4 | - | 10 |
| Fonctionnaire chargé du contrôle des mouvements | - | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Officier | - | - | - | 1 | 4 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 5 |
| Spécialiste des opérations | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Assistant personnel | - | - | - | - | 2 | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | - | 3 |
| Assistant d'administration du personnel | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | 1 | 2 | - | - | 1 | - | 5 |

| | BONUCA | MANUA | MANUI | MINUEE | MINUK | MINUL | MINURSO | MINUS | MINUSIL | MINUSTAH | MONUC | MONUG | ONUB | ONUCI | RS du SG | Total |
|---|--------|-------|-------|--------|-------|-------|---------|-------|---------|----------|-------|-------|------|-------|----------|-------|
| Fonctionnaire d'administration du personnel | - | - | - | - | 1 | - | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - | 2 |
| Coordonnateur des politiques | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Spécialiste des affaires politiques | - | - | - | 2 | 1 | - | - | - | - | - | 7 | - | - | 1 | 1 | 12 |
| Attaché de presse | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Administrateur général | - | - | - | 1 | - | - | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | 2 |
| Assistant (achats) | - | 1 | - | 1 | - | - | - | 2 | - | - | - | - | - | 1 | - | 5 |
| Fonctionnaire des services d'achat | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 | - | 1 | - | - | 2 |
| Assistant au contrôle du matériel et des stocks | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 2 | - | 2 | - | - | 4 |
| Spécialiste de l'information | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 | 1 | - | - | - | - | 2 |
| Opérateur radio | - | - | - | - | - | - | - | 1 | - | - | 1 | - | - | - | - | 2 |
| Technicien radio | - | - | - | - | 1 | 1 | 1 | 1 | - | - | 3 | - | - | - | - | 7 |
| Spécialiste des affaires régionales | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Administrateur de deuxième classe | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 2 | - | 2 |
| Secrétaire | 1 | - | - | - | 2 | - | - | - | - | - | 3 | - | - | - | - | 6 |
| Agent du service de la sécurité | - | 1 | - | 1 | 9 | 1 | - | - | - | 1 | 5 | 2 | - | 2 | - | 22 |
| Administrateur hors classe | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Assistant spécial | - | - | - | - | 1 | 2 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 3 |
| Assistant (fournitures) | - | 1 | - | 1 | 4 | - | - | 1 | - | 2 | 2 | - | 1 | - | - | 12 |
| Fonctionnaire chargé des fournitures | - | - | - | 1 | - | - | - | - | - | 1 | 1 | - | - | - | - | 3 |
| Technicien | - | - | - | - | 1 | 1 | - | 2 | - | - | - | - | - | 1 | - | 5 |
| Assistant (télécommunications) | - | - | - | - | - | - | - | 1 | - | - | 2 | - | - | - | - | 3 |
| Technicien des télécommunications | - | - | - | 1 | - | - | - | 1 | - | 2 | 2 | - | - | - | - | 6 |
| Traducteur | - | - | - | - | 2 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 2 |
| Fonctionnaire chargé des transports | - | - | - | - | - | - | 1 | - | - | - | 1 | - | - | - | - | 2 |
| Assistant chargé des transports | - | - | 1 | - | 1 | 1 | - | - | - | 2 | 1 | - | - | 1 | - | 7 |
| Mécanicien automobile | - | 1 | - | - | 1 | - | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | 3 |
| Superviseur des entrepôts | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 |

^a Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine (BONUCA), Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI), Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (MINUEE), Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL), Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), Mission des Nations Unies au Soudan (MINUS), Mission des Nations Unies en Sierra Leone (MINUSIL), Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC), Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG), Opération des Nations Unies au Burundi (ONUB), Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général – Région des Grands Lacs (RS du SG).